

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE
Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèques postal : Naville 1333-80 Paris.

Abonnements d'essai trois mois :
5 francs
Paraît le vendredi

QUI SUCCÉDERA A CHAUTEMPS ?

LES OUVRIERS EXIGERONT DES SOCIALISTES QU'ILS PRENNENT LE POUVOIR

Mobilisation contre Tardieu et Cie !

Chautemps a mis sur pied une combinaison ministérielle qui ne pourra être qu'éphémère. Il a groupé des radicaux et il espère avoir l'appui des « néos » et du centre.

Mais la droite réactionnaire a engagé, par la voix de Tardieu, sa bataille parlementaire. Dans un article claironnant, Tardieu a annoncé son intention de renverser « impitoyablement » comme en 1926, tout gouvernement qui ne fera pas « l'Union Nationale ». Et il proclame que les mesures et les pouvoirs demandés en 1926 par Poincaré ne seront pas « suffisants », mais qu'ils seront en tout cas « nécessaires ».

Voilà qui est clair ! Toute la presse de droite donne. L'Union des Intérêts économiques, les Chambres de Commerce menacent. Enfin lève le levain chauvin et réactionnaire pétri par Daladier sur le dos d'Hitler ! Les garçons bourgeois vivent les dernières pages de leur histoire.

Le parti socialiste a saisi ce moment pour lancer un appel aux travailleurs. A nous de saisir cette occasion pour lancer un appel aux Socialistes.

Les semaines dernières, nous écrivions que le courant ouvrier qui a poussé à la rupture avec les néos devrait s'appliquer à affermir, puis à organiser une action de masse. Le lendemain, le "Populaire" publiait un manifeste qui doit servir de base à une vaste agitation dans le pays : nous résumons le contenu :

Tout bien ! Dans ce cas, nous posons simplement la question : à qui le réclamez-vous ? De la Chambre actuelle, du Sénat actuel, vous ne l'obtiendrez jamais pour appliquer le programme de votre manifeste. Vous ne pouvez l'obtenir que d'une pression populaire !

Cela est-il possible ? Certes, c'est possible. Nous savons bien qu'un tel gouvernement ne réalisera pas le renversement de la bourgeoisie. Mais nous savons aussi qu'actuellement les capitalistes ne laisseront pas agir un tel gouvernement s'il tente quoi que ce soit en faveur de la classe ouvrière.

Seule l'action des ouvriers, dans les syndicats, dans des comités de front unique, pourrait permettre à un tel gouvernement d'agir.

Les communistes stalinistes se tournent alors vers nous et nous objectent : « Ainsi, vous encouragez chez les ouvriers la confiance dans un « gouvernement socialiste » dont vous savez qu'essentiellement il resterait un gouvernement bourgeois ? En réalité, il faudrait le dénoncer — car il serait plus dangereux qu'un gouvernement réactionnaire. Tardieu est plus franc que Paul Faure.

— Mais, que disent aujourd'hui les ouvriers ? Sont-ils gagnés à l'idée de la lutte révolutionnaire ? N'espèrent-ils pas encore faire échec aux dictateurs tardieuards en poussant en avant les chevaliers socialistes de la démocratie ?

— Si ! si ! Mais faut-il tenir l'étrier à ces chevaliers ? Combien de travailleurs, pleins d'enthousiasme et de découragement après l'échec ou la trahison de ton gouvernement socialiste, tiennent gros les rangs du fascisme, ou bien subissent passivement le sort !

— Admettons-le. Mais quels ont été les résultats de votre politique en Allemagne ? Tu le sais maintenant, on a remplacé *in-extremis* le front unique avec le réformisme par des combinaisons de couloir, entre Stampfer et Torgler. Et la masse fasciste s'est abattue... Est-ce cela que tu veux ici, pour les beaux yeux de Staline ?

— Evidemment non.

— Alors, à toi de faire faire à tous ceux qui t'entourent et qui jurent encore par la « démocratie » et le parti socialiste, l'expérience que seule leur ouvrira les yeux. Fais cette expérience, sans en prendre la responsabilité. N'oublie pas que tous ceux qui croient dur comme fer au manifeste de Paul Faure écouteront demain nos conseils si nous savons rester liés à eux maintenant.

— Mais nous serons compromis !

— En quoi le serions-nous ? Nous continuerons notre propagande générale. Nous n'cesserons jamais de harceler le pouvoir. Nous ne prétendons pas que les socialistes ont réalisé la révolution. Nous constaterons simplement qu'ils ont réuni des conditions qui favorisent le développement de notre influence.

... Mais il faut encore ajouter ceci : ce n'est pas le parti communiste-stalinien qui aura tiré

profit de cette attitude. C'est le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, le nôtre. Car le stalinisme nous promet ici les mêmes catastrophes qu'il engendre partout. Et nous ne sommes pas décidés à nous consoler en pensant aux réceptions de l'Ambassade soviétique le jour où la politique hâvesse et capitalarde de Péri et des Cachin auront mesé le prolétariat sous les matraques des Chiappe, des Coty et des Hervé.

VÉRITÉS...

Sarre rouge...

L'Humanité déclare : « Les communistes sarrois, appuyés par leurs frères de France, luttront de toutes leurs forces contre l'impitoyable réaction de l'hitlérisme, de ses méthodes et de ses crimes dans leur pays. »

« Ils s'y opposeront quelle que soit l'attitude de la bourgeoisie française à l'égard du gouvernement allemand. »

« Telle est, sur le problème sarrois, la position de notre parti frère de la Sarre. »

Mon pauvre Renoult, vous êtes toujours aussi confus qu'au temps où vous luttez contre le « Comité pour le III^e Internationalisme », en compagnie de Cachin et de Stampfer ! Qu'est-ce qui vous a fait oublier le moment difficile, les menaces de Staline : « Pour la Sarre rouge dans le cadre de l'Allemagne soviétique », à la fin de l'été ?

« Assez d'hypocrisies, qui jetteront les ouvriers sarrois dans les bras d'Hitler ! Autonomie de la Sarre ! »

Aveux spontanés

Monde publie cette semaine un appel à tous ses « amis ». Citons :

« Monde se trouve à l'instant dans une situation extrêmement grave. »

« Les irrégularités dans la livraison ont été causées par nos difficultés financières. »

« C'est la reprise de son indépendance qui a placé notre revue dans cette situation. L'année passée, Monde a dû chercher un concours financier pour passer un moment difficile. Ce concours a donné lieu, dans la suite, de la part de ceux qui avaient donné leur appui, à une tentative de main mise sur le journal. »

« Déjà un changement d'orientation, contraire à son programme original, lui avait été imposé. »

« Par de grands sacrifices personnels, notre directeur a réussi à briser cette tentative et à ramener Monde dans la ligne qu'il lui avait tracée dès le début. »

« Nous nous gardons de commenter. »

C'est l'aveu pur et simple de tout ce que nous avons affirmé : Monde a été acheté successivement par différentes personnes.

Or, cette semaine l'Humanité a recommencé sa campagne pour Monde. C'est donc clair : un fait d'indépendance, c'est la clique stalinienne qui vient de racheter le journal !

Un "Gouvernement socialiste" à Genève

Léon Nicole et les Communistes

Un événement d'une grande importance vient de se produire en Suisse. Après la victoire socialiste dans les élections municipales de la ville de Genève, les municipalistes passent entre les mains du Parti socialiste, c'est dans le Canton de Genève que le P. S. remporta une victoire considérable.

Au grand Conseil (pouvoir législatif), les socialistes groupés autour de Léon Nicole, groupent 45 sièges sur 100. Au Conseil d'Etat (pouvoir exécutif) ils siègent sur 7, c'est-à-dire la majorité absolue.

Le gouvernement passe... Les mains des socialistes, Nicole, à peine sorti de prison, devient ministre de la Justice et de la Police !

Quant au groupe stalinien le Parti Communiste (P. C.) il fait une faillite éclatante. Il obtient 221 voix sur 312. Le P. S., 17-128 contre 10-230 en 1930 pour élire au grand Conseil. Pour l'élection au Conseil d'Etat, il présente le bulletin blanc, comme de vulgaires anarchistes !

Dans cette région, patronnée par le failli Humbert-Droz, ancien secrétaire de la 3^e Internationale, renvoyé à son canton, le stalinisme est balayé. Nous publions ci-dessous l'intervention du camarade S. faite dans l'Assemblée du Parti communiste et des Jeunesses avant les élections.

Cette intervention doit marquer la rupture définitive de nos amis avec le stalinisme dans ce canton. Quittez le P. C. Organisez les bases d'un groupe communiste qui s'adresse à cette masse socialiste selon une compréhension juste de son développement !

Nous y aiderons nos camarades de la Suisse romande.

Les travailleurs du Canton de Genève ont manifesté leur mépris, complet pour les stalinistes. Ils ont du reste suivi fidèlement Nicole, patronné par le banquier suisse Munzinger et grand leader du mouvement à Amsterdam. Les socialistes genevois ont prouvé qu'ils étaient prêts à se battre.

La réaction stalinienne lançant l'attaque tout pour les briser, pour séparer les masses et organiser le fascisme. Une fois de plus, les stalinistes lui donneront-ils la main, en s'unissant à eux contre le régime social-fasciste ? Les promoteurs bourgeois utiliseront-ils le groupe stalinien escadron ?

Les travailleurs genevois font l'expérience de « gouvernement socialiste ». Aujourd'hui, les socialistes sont à la tête du gouvernement cantonal. Ils ont fait de nombreuses promesses, concernant la situation de la classe ouvrière, les libertés populaires, rappel des expulsés politiques, levée d'interdictions, etc...

Aux travailleurs conscients d'en exiger l'application réelle la réaction. Dans les faits, grâce à notre explication patiente, se montre l'impuissance du réformisme, et la justesse de nos propositions révolutionnaires.

A Nicole, Nicole, les ouvriers doivent dire : DISSOLUTION IMMEDIATE DES ORGANISATIONS FASCISTES, JOURNÉE DE 7 HEURES, ORGANISATION D'UNE MILICE DE DÉFENSE OUVRIÈRE ! Seules ces mesures pourront donner des résultats. En même temps, organisation de Comités ouvriers.

Mais les travailleurs genevois ne veulent pas se laisser aller dans la Suisse stalinienne, Zurich et ailleurs les revendications, tout en maintenant encore les espérances réformistes.

La Suisse vote d'Hitler-Lorinser au Nord. La Sarre est en pleine lutte pour la défense ouvrière contre la vague fasciste.

(Suite page 2)

VERS LE NOUVEAU PARTI COMMUNISTE

Baraquin, du Bureau Régional Aisne-Marne démissionne du P. C.

Au Bureau Régional du P. C.

Chers Camarades,

Vous savez tous l'opposition que je manifeste depuis déjà longtemps à l'égard de la ligne théorique et tactique de l'Internationale communiste. Cependant jusqu'à il y a peu de temps, j'ai pensé que malgré toutes ses fautes et ses erreurs, il était à espérer que l'I. C. serait capable d'opérer le redressement nécessaire et de triompher de la dégénérescence bureaucratique qui la minait. Les plus récents événements internationaux m'ont contraint à reconnaître avec mes camarades de l'Opposition de gauche internationale, qu'un tel redressement était devenu illusoire et que l'I. C. avait succombé à la faillite qui la menaçait depuis longtemps.

Cette faillite est le dénouement logique de la dégénérescence de l'I. C. qui commença en U. R. S. S. avec l'élimination du camarade Trotsky et de milliers de bolcheviks éprouvés, la main-mise sur l'I. C. et ses sections par une fraction bureaucratique brutale et la mise en avant du mot d'ordre réactionnaire et anti-léniniste de « Socialisme dans un seul pays », mot d'ordre qui devint par la suite, malgré toute l'activité de l'Internationale au service d'un bureaucratie opportuniste et conservatrice.

L'immense détresse qu'a subie le prolétariat allemand, venant après tous les échecs de l'I. C. en Chine, en Angleterre, en Bulgarie, en Espagne montre clairement tout le néant de cette politique. Il y a deux ans qu'alerté par la campagne que menait l'opposition de gauche et le camarade Trotsky je commençai à suivre attentivement les événements d'Allemagne ; pour préciser, c'était à l'époque où un

dirigeant du P. C. français ironisait sur la manie des « trotskistes » de faire de la question allemande le « plat du jour », le « mets de mode », alors que se précisait et s'affirmait de plus en plus la menace hitlérienne. J'ai pu constater par la suite à quel point ils avaient raison de stigmatiser la politique du P. C. allemand dont les dirigeants allaient jusqu'à dire : « Laissons arriver Hitler au pouvoir qu'il nous pourra pas conserver et qui nous tombera aussitôt dans les mains ! Un tel opportunisme était et est encore monnaie courante chez les dirigeants de l'I. C. et de ses sections : des mots d'ordre comme ceux du « social-fascisme » et du front unique à la base seulement, qui en Allemagne reculent indéfiniment les possibilités de lutte, et aident la social-démocratie à trahir une fois de plus, sans difficultés, le prolétariat, sont encore actuellement à l'honneur.

Les bureaucrates stalinistes sont inexcusables d'avoir commis d'aussi énormes fautes ; mais ils le sont plus encore de n'accepter aucune critique et de continuer après l'écrasement à considérer comme juste la tactique qui y mena sous ce rapport, les éhontées allégations de Heckert montrant clairement comment une bureaucratie opportuniste ne veut et ne peut rien apprendre. Une aussi ignominieuse absence de scrupules révolutionnaires renforce notre affirmation de la faillite de l'I. C.

Je ne puis dans le cadre de cette déclaration rédiger le réquisitoire qui s'impose contre toute la politique de l'Internationale. Mais je ne veux pas passer sous silence l'indignation de nombreux camarades devant la politique extérieure de l'U. R. S. S. dont les dirigeants re-

çoivent les représentants de l'impérialisme français, Herrib et Col, aux applaudissements enthousiastes des pionniers et aux cris de « Vive l'armée française ». Ils montrent par là combien ils méprisent la valeur de l'Internationale prolétarienne pour la défense de l'Union soviétique, première conquête et bastion de la révolution internationale.

Je n'aurais garde non plus de mentionner la folie criminelle de la politique syndicale de l'I. C. qui s'oppose de toutes ses forces à la réalisation de l'unité syndicale et fait par là le jeu des réformistes de tout poil en se cantonnant dans cette politique de syndicats rouges, « purs, nets et bien propres » que Lénine condamna dans sa « Malice infantile du Communisme » qu'on dirait écrite à l'intention de nos actuels dirigeants.

L'incapacité d'une direction foulant ses pieds dans les enseignements de Lénine et des 4 premiers congrès a mené l'I. C. à une faillite maintenant certaine. Elle s'avère définitivement incapable de mener à la victoire le prolétariat mondial. Le regroupement de toutes les forces révolutionnaires s'impose dans la voie de la 4^e Internationale que viennent de nous tracer l'Opposition de gauche et le camarade Trotsky. C'est dans cette voie que je m'engage délibérément aujourd'hui et vous notifierez ma démission de membre du P. C. ; c'est la voie dans laquelle votre conscience révolutionnaire vous amènera nécessairement et j'espère que nous nous retrouverons bientôt côte à côte.

Je ne crois pas nécessaire de vous affirmer qu'en attendant ce moment vous pouvez compter sur mon aide et ma présence à vos côtés dans la lutte de chaque jour.

Avec mon bien fraternel salut communiste.

(Suite page 2)

Organisez une milice ouvrière commune !

Les fascistes se remuent. Ce ne sont pas seulement des « bandes ». Ce sont aussi des bandes qui essayent de s'organiser, pour nous dominer par la violence.

Les partisans du pouvoir fort tapissent les murs d'affiches : « A la porte les députés ! », « Dissolution ! », « Appel au pays ! », etc...

L'argent de la corruption coule à flot...

En même temps, les Jeunesses patriotes s'organisent ; de même les milices d'Hervé, de même les troupes de Coty, de même les « francistes », les « Croix de Feu », etc...

Tous ces gens qui se chamaillent aujourd'hui, s'uniront demain. La police les protège. Leur but est identique à celui du fascisme italien ou allemand : destruction des organisations de la classe ouvrière, réformistes ou révolutionnaires.

Et qu'est-ce que la classe ouvrière leur oppose ? Pour l'instant, rien ! Des phrases !

Nous sommes des millions. Les ouvriers connaissent la lutte et le travail collectif. Mais ils ne mesurent pas assez la nécessité de s'organiser. Eux seuls des centaines, des milliers. Presque toujours petits bourgeois déclassés. Ils se costument et s'arment. Mais ils ne deviendront forts que si nous les laissons faire.

Rappelez-vous ce qui s'est passé en Allemagne ! Forts de 15 millions de voix, de syndicats, de clubs, de corporations, de partis, la classe ouvrière a été terrassée sans résistance par les bandits fascistes.

Nous ne laisserons pas recommencer cette expérience. Au contraire, nous voulons en tirer les leçons.

Tous les ouvriers veulent se défendre, qu'ils soient révolutionnaires ou réformistes, ils veulent résister au fascisme. Pour cela, il leur faut l'organisation du front unique de combat !

Pas tant de phrases sur le front unique, à la base, qui se résoud en paroles stériles ! Organiser le front unique entre vos organisations ouvrières avec ce but commun : CONSTITUER UNE MILICE OUVRIÈRE COMMUNE.

Il existe dans le parti socialiste une « Jeune garde » qui se borne à assurer l'ordre des réunions. Les communistes-stalinistes parlent d'une jeune garde (?) Mais il s'agit là de petits noyaux isolés et mutuellement hostiles. Nous proposons que ces noyaux fusionnent, que soit organisée une milice ouvrière commune.

Est-ce impossible à réaliser ?

Nullement. La masse des travailleurs comprend maintenant quel est l'enjeu de la lutte. Il comprend qu'il faut méthodiquement organiser la défense des réunions, démonstrations, diffusion de la presse, locaux ouvriers. L'ouvrier communiste sait que s'il laisse détruire les groupements réformistes, ce sera demain son tour d'y passer. L'ouvrier socialiste sait que la destruction des communistes signifierait sa propre fin.

Tous les deux doivent donc constituer ensemble une organisation de milice, dont les objectifs seront précis et qui laissera toute liberté à chaque membre d'avoir ses propres idées de parti.

Toutes les organisations ouvrières doivent participer à l'organisation de cette milice : syndicats, coopératives, clubs sportifs, jeunesse, etc... Toutes doivent avoir des délégués responsables.

Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui hochent la tête. Irréaliste, disent-ils !

Nous répondons : l'appel doit être entendu ! Nous le lancerons aussi fort qu'il faudra. Nos organisations en envisagerons la réalisation pratique. Car telle est la voie du salut !

ALERTE!

LES FRANCISTES

Un nouveau clan fasciste s'est constitué : les francistes. Insigne : la francisque, hache à deux tranchants. Ils publient le journal *La Libre Parole*, violemment antisémite.

Jeudi, deux fractions rivales de ce mouvement se sont matraquées. Plusieurs blessés.

Mais ne rigolez pas, camarades ! Tout en se bécotant, ces gens-là savent réaliser leur front commun contre nous.

N'oubliez pas qu'en Allemagne nazis et casques d'acier se sont combattus, jusqu'à ce qu'ils s'unissent.

Faites front ! Constituez votre milice ouvrière commune, et ripostez à la violence par la violence.

COMME A CHELLES

Oh d'après l'*Humanité* des milices d'Hervé voulaient coller des papillons sur des affiches communistes dimanche dernier. Les ouvriers ont chassé ces milices, et détruit leurs paquets de tracts.

Bon exemple.

Discours du camarade Sneevliet au Parlement Hollandais

Qu'est-ce que le Parti Socialiste Révolutionnaire ? Il fut créé en 1929 après que la composition constante de l'Internationale Communiste fut devenue une chose évidente pour un noyau d'ouvriers révolutionnaires de ce pays. Le Parti se fonda à sa création sur l'expérience de la Révolution russe d'octobre 1917, et recueillit les grandes mérites de l'I. C. pendant les premières années de son existence. Elle fut dirigée par Lénine et par Trotsky. Elle perpétua cette période, et rejeta principalement la théorie, essentiellement antimarxiste, de la construction du « socialisme dans un seul pays », inventée par Staline.

Nous avons constaté que l'abandon de la théorie révolutionnaire a entraîné l'abandon de la pratique révolutionnaire dans l'I. C. Cette pratique est devenue une occasionnelle entre d'une part le putschisme irresponsable, des tentatives de grèves condamnées à l'avance dans des conflits qui ne laissent pas d'espoir, et d'autre part le cramponnement à toutes sortes d'intellectuels bourgeois qu'on a essayés, à certaines occasions, d'atteler à son propre char.

Les exemples de la carence de l'I. C. et sa tactique néfaste en Extrême-Orient en ce qui concerne le mouvement ouvrier en Chine, peuvent être complétés par des exemples pris en Europe, en Espagne et en Allemagne pour fournir la preuve que les phrases creuses de l'I. C. et de ses représentants sont sans rapports avec l'activité véritable de l'I. C.

C'est là le phénomène bien connu du changement de la quantité en qualité, intervenant à l'instant où les divergences tactiques deviennent des divergences de principe, et qui justifient la formation d'une nouvelle organisation au même titre que nous avons vu autrefois dans la bourgeoisie et dans le camp de la social-démocratie se former des nouveaux partis.

Notre Parti socialiste révolutionnaire doit donc prendre son point de départ dans la banqueroute de la Deuxième Internationale survenue dans les années 1914-18 et dans la banqueroute de la Troisième Internationale survenue au printemps 1933.

Notre P.S.R. doit s'engager dans la voie de la nouvelle Internationale, de la concentration des forces. Tous les honneurs dus doivent être rendus au socialisme et au marxisme révolutionnaire qu'enseignait aussi Lénine.

Nous ne voulons pas assister au lamentable résultat que les plus nobles succès du mouvement communiste soient ceux que Litvinov remporta dans le monde des affaires capitalistes.

LE GABINET DES SEPT PROVINCES

Dans les élections, l'événement des « Sept Provinces » a joué un grand rôle. Dans les partis bourgeois ce fut à lui qu'on donna la plus grande impulsion à un pouvoir fort ; ce qui permit à M. Coolidge renvoyer en tel succès dans la formation de la Chambre.

Bien qu'extra-parlementaire la position de cette Chambre est forte. La démocratie soldanesque libérale est tellement heureuse dans son nouveau rôle qu'elle essaye de stabiliser le profit des « Sept Provinces » en écartant à la grande colère du De Standaard l'acte politique de M. Coolidge pour toujours un terme au vieil antagonisme politique.

(Suite page 4)

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

LA SEMAINE

France et Allemagne

Qu'allait faire Hitler après le plébiscite du 12 novembre ? se demandait-on un peu partout en manifestant de l'inquiétude. Après le départ de Genève, à quel coup de tête Hitler allait-il se livrer ? Et voilà qu'il ne veut qu'entrer directement en contact tant avec la Pologne qu'avec la France. L'inquiétude fait place à la désorientation. Tout cela provient non des « coups de tête » de l'Allemagne fasciste, mais bien au contraire d'une politique à longue haleine soigneusement suivie. Comme tout impérialisme, elle se prépare pour la guerre. Mais elle a encore des entraves en ce qui concerne l'armement. D'autre part, les premiers mois de gouvernement fasciste ont entraîné un isolement de l'Allemagne.

Pour surmonter cette situation, il faut rejeter sur d'autres impérialismes la responsabilité de l'impossibilité d'un désarmement total et il faut se montrer un chaud partisan de la paix. C'est pourquoi Hitler s'est retiré de la S. D. N. sous le prétexte du refus des grandes puissances à désarmer (ce qui est exact, d'ailleurs), et c'est aussi pourquoi, après s'être fait plébisciter, il a entamé des pourparlers directement avec la Pologne d'abord, avec la France ensuite. Une fois de plus, le pacifisme sert pour mieux préparer à la guerre.

A quoi aboutira cette prise de contact ? Combien de temps cette orientation sera-t-elle suivie par l'Allemagne par l'autre des puissances ? C'est ce que l'avenir pourra seul préciser. En attendant, un arrosage abondant a rendu la presse française très favorable à cette nouvelle orientation, tandis que les rapports entre la France et l'U. R. S. S. sont à un point mort. C'est le monnaie d'échange d'un rapprochement Allemagne-France. Le fascisme hitlérien s'offre au capitalisme mondial comme le champion de l'antibolchévisme.

Il est certain que nous assisterons encore à des phases de rapprochement entre l'U. R. S. S. et la France alternant avec des phases comme celle qui s'engage avec la conversation Hitler-François Poncet. Mais ces zigzags de la politique extérieure de la France provient encore une fois combien criminelle est la politique socialiste qui, pour défendre l'U. R. S. S. mise sur les bons rapports avec des politiciens radicaux et non sur la force du prolétariat.

Les élections de Genève

En Suisse, les élections récentes ont marqué un renforcement de l'influence de la social-démocratie. C'est un phénomène assez général à l'heure actuelle, dans les pays d'Europe à régime démocratique (Norvège, Angleterre, etc.). Par suite de l'absence d'un pôle révolutionnaire d'attraction puissant, la victoire fasciste en Allemagne a renforcé les illusions démocratiques.

Mais, en ce qui concerne la Suisse, il y a un cas tout à fait intéressant à noter : à Genève ont triomphé des socialistes de gauche, avec le député Nicole qui participa à Amsterdam, qui fut condamné après la fusillade de Genève, dont les rapports avec la 2^e Internationale sont assez mauvais, par suite de son flirt avec l'I. C.

La gauche de Nicole exprime le mécontentement des ouvriers socialistes de la politique de leur parti, leur aspiration à une politique révolutionnaire. Nicole a su gagner la confiance des ouvriers. Le voici maintenant placé au pied du mur. Il n'a certes que des pouvoirs sur un canton suisse, mais son activité sera observée par les travailleurs de toute l'Europe. S'engagera-t-il dans une politique hardie, sans se écarter des barrières

constitutionnelles, en s'appuyant sur le prolétariat, en l'organisant, en l'armant ? Ou bien va-t-il se conduire comme un social-démocrate qui respecte l'ordre établi et qui réprime les ouvriers qui prennent au sérieux les déclarations des chefs socialistes avant d'arriver au pouvoir ?

Après avoir été hissé par ceux qui se font mitrailler dans les rues de Genève, va-t-il à son tour commander le feu contre ceux qui l'ont porté au pouvoir ? Ou bien sera-t-il tout simplement impuissant ?

Quoi qu'il en soit, ce qui se passera à Genève aura une importance décisive pour le développement politique de la Suisse. Les contradictions s'accroissent. Le rôle de nos camarades de Suisse, et petit que soit leur noyau, peut être considérable dans les mois à venir.

Un Congrès de l'ex-parti bolchevik

Staline vient de convoquer pour début 1934 un congrès du parti bolchevik. Quatre années se séparent du précédent. Les tendances exprimées par celui-ci se sont développées au point de détruire complètement le parti comme tel et de le réduire à un appareil bureaucratique plus ou moins solidement dans les mains de la fraction dirigeante en U. R. S. S.

Le congrès sera donc un rassemblement d'une partie de l'appareil où les contradictions existantes en U. R. S. S., au lieu de trouver leur expression politique au cours d'une discussion, seront bureaucratiquement étouffées. L'unanimité la plus complète régnera.

Qu'est-ce qui a pu amener Staline à prendre une telle décision surprenante ? En l'absence d'autre information que celle de Tassé, il nous apparaît vraisemblable que, devant la menace grandissante d'une guerre, les provocations incessantes de l'impérialisme japonais, il a voulu, à côté des manifestations de puissance militaire de l'Armée Rouge, apporter un témoignage d'unanimité politique du pays.

En est-il ainsi ? Les quelques semaines précédant le congrès et celui-ci même nous apporteront une confirmation ou un démenti. Mais, de toute façon, ce congrès ne pourra en rien changer la situation pénible dans laquelle la politique bureaucratique a plongé l'union soviétique.

Le parti bolchevik créé par Lénine il y a plus de 20 ans n'est plus. L'avenir de l'Union Soviétique dépend de la reconstruction d'organisations communistes internationales et nationales, dont le nouveau en U. R. S. S. est constitué par les milliers de bolcheviks-léninistes déportés en Sibérie depuis des années et qui n'ont cessé de rester fidèles aux enseignements de Lénine et de Trotsky. — P. F.

Les élections espagnoles

Le second tour est proche et officiellement on ignore qui est élu et où on procédera à un scrutin de ballottage. Tel est l'élection est annoncée un jour se trouve le lendemain pourvu d'un nombre de voix insuffisant pour passer.

Si l'administration étatique espagnole se montre, ainsi à un visage découvert, il est d'autre part évident qu'en dernier lieu, ce désordre dans la bureaucratie est exploité à fond par le gouvernement pour donner un bon coup de pouce aux résultats.

Quant au sens politique des résultats, nous n'avons rien à changer à la courte note publiée dans le précédent numéro de la « Vérité ». En 1931, le parti socialiste avait rassemblé des voix de tous les coins de l'horizon. L'enthousiasme républicain avait porté les partis de gauche au pouvoir. Le développement des événements ont ame-

né rapidement les intérêts de classe en contradiction. Les possédants et tous ceux qu'ils tiennent en mains se sont jetés à droite. Pour les ouvriers, les ouvriers-agricoles, les paysans pauvres, un développement à gauche a été entravé par la politique des anarchistes et des staliniens. Il s'en suit que, si le parti socialiste espagnol a moins de voix que deux ans auparavant, sa clientèle électorale est moins bigarrée.

Mais l'essentiel est qu'avec les nouvelles Cortès un chapitre nouveau de la Révolution espagnole commence. Le président qui débuta par la chute de la monarchie, aboutit, après quelques étapes, à un regroupement et un renforcement de la contre-révolution qui oblige les masses laborieuses à se trouver sur une position défensive. Le nouveau chapitre bien qu'il débute par des positions plus solides de la contre-révolution n'est pas du tout déterminé par ce fait.

La Révolution espagnole est loin d'être achevée ; la contre-révolution n'a pas encore le triomphe assuré. En perspective, il y a des nouvelles luites : la tâche des bolcheviks-léninistes en Espagne est de créer le parti communiste qui rassemblera autour de lui les masses travailleuses dans ce fait.

Honnêteté Stalinienne

La camarade Maria Reese a envoyé la lettre recommandée, dont la teneur suit, à Maurice Cleroy, gérant de l'Humanité :

Monsieur le Gérant,

Dans le no 12.719 du 9 novembre de l'Humanité, vous avez publié un entrefilet intitulé : « Maria Reese traite au parti est exclu du P.C.A. », dans lequel vous mettiez en cause et vous livriez sur mon compte à des affirmations qui, bien qu'absolument fausses, m'atteignent dans mon honneur personnel et politique.

a) Je n'ai été exclu du Parti communiste allemand et de l'I.C. qu'après avoir rompu publiquement avec ces organisations pour des raisons politiques ;

b) L'affirmation selon laquelle j'aurais d'une façon quelconque ni « dénoncé » aux administrations hitlériennes des membres quelconques du parti communiste officiel ou sympathisants à ce parti constitue une accusation fautive et sciemment fautive ;

c) L'analyse politique de la situation dans le Parti officiel ne peut que profiter aux victimes d'Hitler, parmi lesquelles se trouvent aussi mes meilleurs amis personnels, car je prouve que le Parti n'avait pas l'intention de proclamer ni de préparer une insurrection armée et qu'il n'était pas et n'est pas de la faire ; cela enlève à l'accusation d'incendie même le dernier reste de motivation politique.

Je vous invite à publier ma réponse dans votre prochain numéro, à la même place, et dans les mêmes caractères que l'entrefilet désigné, en conformité des dispositions de la loi sur la presse.

Salutations bolcheviks-léninistes.

MARIA REESE.

Bien entendu, l'Humanité n'a rien publié. La lettre de Maria Reese a fait à l'appareil stalinienn l'effet du jet rouge. Même la loi bourgeoise accorde, avec le droit de réponse, un minimum de garanties à celui qui la presse diffuse et calomnie.

Mais il serait vain d'attendre le moindre vestige d'honnêteté révolutionnaire de la part des Darné, des Ferrat et des Vaillant-Couturier, aux mânes desquelles l'Humanité est tombée.

LEON NICOLE ET LES COMMUNISTES

(Suite de la première page)

Dénonçant la politique stalinienne dans la Sarre nous avions dit qu'une politique juste y aurait une répercussion profonde en Alsace-Lorraine. Cette répercussion s'empêchera encore, grâce à l'avance des ouvriers genevois.

Sarre, Alsace-Lorraine, Suisse, ces territoires parmi les plus ouvriers et les plus évolués du monde, profondément remués par le triomphe fasciste allemand engagé dans la voie qui fera éclater la démocratie capitaliste à la française, voient la base d'un réveil révolutionnaire en Europe.

Aux bolcheviks-léninistes, repoussant les arguties staliniennes, d'agir pour en tirer toutes les conséquences ! — P. N.

Quelle sera l'attitude du P. C. en face de la Social-démocratie aux élections du Conseil d'Etat ?

A Genève, la grande majorité de la classe ouvrière suit le P. S. et ses chefs, en qui elle a confiance, malgré toutes leurs capitulations et les trahisons dans les luttes ouvrières contre la baisse des salaires et le fascisme.

Nous, communistes, sommes convaincus par toute l'histoire de la social-démocratie et notamment par la tragédie du prolétariat allemand, que les chefs social-démocrates ont été et seront toujours les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, freinant et sabotant tout mouvement de masse qui serait un pas en avant vers l'émancipation de la classe ouvrière par la révolution prolétarienne.

Cependant, la grande masse des ouvriers socialistes n'est pas consciente de ce rôle contre-révolutionnaire de ses chefs. Une minorité d'ouvriers socialistes sincèrement révolutionnaires, tout en se rendant compte de cette situation, préfère rester dans le P. S. ne trouvant pas en face de celui-ci un P. C. capable de diriger la classe ouvrière.

Tous nos efforts au moyen du journal, de tracts et d'assemblées contradictoires pour démasquer les chefs socialistes, n'ont pas touché les ouvriers socialistes. Ceux-ci veulent absolument faire leur propre expérience. C'est pourquoi ils suivent et soutiennent le P. S. et ses chefs pour conquérir la majorité du gouvernement cantonal par le bulletin de vote.

Le P. C. dans sa propagande pour la conquête des ouvriers socialistes et sans perdre de vue le fait que les chefs socialistes ont été et seront toujours les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, freinant et sabotant tout mouvement de masse qui serait un pas en avant vers l'émancipation de la classe ouvrière par la révolution prolétarienne, se met à la tête de la lutte contre toute baisse de salaire, et démasque ainsi à la base même les chefs syndicaux et S. D. qui trahissent constamment la classe ouvrière et poignent tout mouvement de grève ; ce travail reste à la base même de l'activité du P. C. Cependant, il doit mener aussi, parallèlement à ce travail, une action politique bien définie et profiter de toutes les occasions qui se présentent pour révéler aux ouvriers socialistes, le véritable rôle de leurs chefs.

Les élections au Conseil d'Etat donnent justement l'occasion au P. C. d'appliquer la tactique suivante qui lui permettra de démasquer les chefs socialistes au pouvoir et de conquérir une partie importante des ouvriers socialistes. Le P. C. s'adresse à la masse des ouvriers socialistes et sans parti en leur disant : « Vous, ouvriers socialistes, avez confiance en vos chefs et vous voulez qu'ils passent à la tête du

gouvernement cantonal pour réaliser leurs promesses électorales. Nous, communistes, vous avertissons que vos chefs seront incapables de réaliser leur programme, car la bourgeoisie, qui possède toutes les forces armées, ne permettra jamais que des conseillers d'Etat socialistes, fussent-ils en majorité, touchent à ses privilèges de classe ; elle se défendra avec acharnement et chassera le Conseil d'Etat par les armes. Les conseillers d'Etat socialistes ne feront que gérer les affaires de la bourgeoisie à la tête du Gouvernement. Ce ne sera nullement une « prise du pouvoir » comme le déclarent vos chefs. Ce n'est que par la révolution prolétarienne que la classe ouvrière s'émancipera intégralement du joug capitaliste et conquerra ainsi tout le pouvoir, comme l'on fait en 1917 nos camarades russes dans la Russie tsariste.

Cependant, comme vous n'êtes pas conscients de cela et ne voulez pas nous croire sur parole, nous vous aiderons à faire une expérience de « Gouvernement socialiste », qui vous prouvera la faiblesse de notre position vis-à-vis de vos chefs. C'est pourquoi, nous, ouvriers communistes, voterons avec vous pour une majorité socialiste au Conseil d'Etat et pousserons sans cesse vos chefs au pouvoir à réaliser leurs promesses.

Cette position franchie sera facilement comprise par les ouvriers socialistes. Nous ne serons plus des « oiseaux de malheur », mais nous aurons mis en garde la classe ouvrière contre ses illusions de la « prise du pouvoir » par le bulletin de vote et de l'action du « Gouvernement socialiste ».

Des camarades évaluent cette tactique, l'objection suivante : la faillite des chefs socialistes au pouvoir (ce qui est d'ailleurs certain) renforcera le fascisme qui attirera une grande partie des ouvriers désillusionnés.

Cette remarque serait justifiée si le P. C. était inexistant, ou bien si le P. C., comme en Allemagne, ne réussissait pas à conquérir les masses, et livrait ses positions au fascisme à livrer bataille.

Mais quel est le véritable rôle du P. C. seul parti révolutionnaire du prolétariat ? C'est justement de démolir l'influence des chefs socialistes et conquérir la majorité de la classe ouvrière au moyen de la tactique du front unique telle que Lénine et le Parti Bolchevik l'ont pratiquée en 1917 et après même ; ceci, non seulement pour barrer la route au fascisme, mais encore pour passer à l'offensive à la tête des masses et conquérir véritablement le pouvoir par la révolution prolétarienne.

Si le P. C. est incapable de remplir ce rôle, d'avant-garde de la classe ouvrière, c'est évident que le fascisme aura gagné. C'est ce qui précisément, est arrivé en Allemagne, où les dirigeants du P. C. non seulement n'ont pas organisé la classe ouvrière pour la lutte contre le fascisme, mais ils l'ont honteusement abandonnée aux bourreaux sanglants de Hitler !

LEON TROTSKY
LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S.
LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE

L'importante brochure de Léon Trotsky doit être entre les mains de chaque militant. Adressez les commandes à La Vérité, 23, rue des Vinaigriers. Prix : 1 fr.

LE NATIONAL-SOCIALISME EN ROUMANIE

Tableau économique et historique

La Pologne tenta de résoudre ces problèmes par le coup d'état d'Edouard Piłsudski (en 1926) instaurant un régime quasi-fasciste ; la Yougoslavie en chercha la solution dans la dictature royale de Karađorđević. Seule la Roumanie essaya, dans le présent comme dans le passé, de résoudre les difficultés avec les vieilles méthodes héritées des grands-pères et arrière-grands-pères. C'est de ce pays que nous voulons nous occuper aujourd'hui.

Formée en 1877 par l'union des 2 ducats de Moldavie et Valachie, la petite Roumanie est devenue par la volonté de la France un pays de 173 millions d'habitants, avec une surface de 294.907 km. Le traité de Versailles lui apporta la Transylvanie et le Banat, fortement industrialisés, la Dobroudja, la Bessarabie et la Bukovine. 75 % seulement de la population sont des Roumains qui se répartissent presque intégralement sur les villages et dans les castes des fonctionnaires d'état. Sur les 25 % des minorités nationales nous trouvons : 8 % d'Hongrois formant la moitié de la population de la Transylvanie, où ils dominent avec les Allemands et les Juifs toutes les villes, 5, 6 % Juifs, répartis presque uniquement dans les villes et tenant en main la plus grande partie du commerce, de l'industrie et du système bancaire roumain ; ils fournissent une grande partie des professions libérales ; 4, 5 % d'Allemands, formant des colonies compactes dans les diverses parties du pays et dominant avec les Hongrois la Transylvanie, où ils dominent avec les Allemands et d'Ukrainiens constituant une grande partie de la population bessarabienne et de l'Est de la Bukovine.

Le pays est fortement agricole. Les statistiques de 1926 nous donnent : 6.900 km de chemin de fer, 10.000 automobiles, 3.000 camions et 800 motocyclettes. Ces chiffres se sont certainement accrus depuis, néanmoins ils donnent une idée assez exacte de l'état du pays.

C'est l'agriculture et le bétail qui donnent le plus grand pourcentage pour l'exportation. Les 3 industries les plus actives sont l'industrie du pétrole, du bois et la menuiserie. L'industrie du pétrole, la plus importante du pays, est entièrement dans les mains de la finance internationale France, Angleterre et U. S. A.

La Roumanie jouit de richesses naturelles énormes, mais la mauvaise administration, le gaspillage et la faible industrialisation empêchent toute mise en valeur sérieuse de ces richesses.

Les statistiques de 1926 nous donnent les chiffres (en 1.000 tonnes) suivants : Charbon (1925) 2.300, pétrole 3.241, sel (1925) 489, fer 85, 0,002. Il faut noter encore des gisements d'argent, cuivre, etc., qui à cause de la mauvaise exploitation ne donnent qu'un rendement insignifiant.

En revanche nous trouvons pour l'agriculture les chiffres (en 1.000 tonnes) suivants pour 1926 : Céréales 103.130, pommes de terre 1.780, betteraves 1.265, tabac 16, lin et chanvre 33 et le vin 5.065 hl (en 1.000 hl).

Ces chiffres ne sont qu'une démonstration éclatante de ce qui a été dit plus haut : l'agriculture domine l'économie roumaine.

Par le traité de Versailles la Roumanie a définitivement lié son sort à celui de la France et c'est la raison de sa participation à la petite Entente. Si pour des raisons politiques et financières de France comptant périodiquement par des emprunts les déficits des gouvernements roumains la Roumanie était forcée de devenir une semi-colonie française, ses intérêts économiques et sa position géographique la poussent fortement du côté de l'Allemagne. Avec une minorité nationale de plus d'un million d'Allemands (sur 17 millions d'habitants), plus d'un tiers du pays (Banat, Transylvanie et Bukovine) étaient tributaires de la culture germanique, sa position géographique la faisant entrer en partie en Europe centrale où domine l'Allemagne, son évolution naturelle aurait été de ce côté.

Cela devient encore plus évident si nous regardons le côté économique. Les quelques chiffres qui suivent suffisent pour nous éclairer :

En 1923 la Roumanie exportait des marchandises en valeur (en milliards de) de :
1,8 pour l'Allemagne
2,6 pour l'Autriche
2,6 pour la France.
Importait :
pour 4,4 d'Allemagne
pour 3,0 d'Autriche

pour 1,2 de France.
Ce qui fait un total de marchandises de :
de 8,2 pour l'Allemagne
de 5,6 pour l'Autriche
et de 3,9 seulement pour la France. (Les chiffres sont toujours en milliards de Lei.)

L'Allemagne exportant des articles manufacturés, nécessaires à la Roumanie et absorbant une quantité énorme de produits agricoles, tout l'intérêt économique de la Roumanie était pour payer ses importations de marchandises allemandes par des exportations équivalentes de produits agricoles, d'autant plus que sa situation géographique et le Danube (voies de commerce bon marché) la rapprochaient de l'Allemagne.

Telle était aussi la politique de la Roumanie jusqu'en 1916 (date de sa rentrée en guerre), favorisée par le fait que sa dynastie était d'origine allemande. La guerre mondiale et le traité de Versailles devaient la jeter dans les bras de la France.

La révolution russe ébranla les fondements de l'état Roumain. Rakovsky est libéré devant les yeux du roi Ferdinand par les troupes russes révoltées à Jassy. Le roi lui-même échappa — grâce au peu d'empressement des révolutionnaires — à l'emprisonnement. Le refus de combattre des soldats russes sur le front roumain força la Roumanie à conclure avec les Allemands une paix séparée, annulée bientôt par une nouvelle reprise des hostilités. L'armée roumaine, profitant de la faiblesse militaire de l'U. R. S. S. à ce moment, occupa militairement la Bessarabie et en 1919 joua le rôle de bourreau de la révolution hongroise.

Malgré l'éclatant succès obtenu à Versailles et le formidable accroissement du territoire roumain, la situation intérieure reste très critique. La Russie soviétique est trop proche ; l'emprise des paysans russes trop dangereuse. Craignant le pire et accusés à l'extrême les boyards se résignèrent à donner la terre aux paysans. C'est la fameuse réforme agraire à laquelle les boyards n'ont rien perdu et les paysans rien gagné. Dépourvus de fonds nécessaires pour cultiver les terres obtenues, les paysans tombent

rapidement dans les mains des usuriers, deviennent encore plus misérables que jadis.

Du point de vue économique la réforme agraire a pour résultat un fort recul de la production agricole car le petit paysan, travaillant son champ avec des instruments archaïques, ne peut en tirer ce que auparavant les grands propriétaires, bien équipés, en tiraient.

En même temps les troubles ouvriers sont étouffés dans le sang.

Après une courte période de prospérité, commence le long et douloureux calvaire de la crise pour la Roumanie. Jusqu'à la mort du roi Ferdinand c'est le parti libéral (conservateur) avec I. C. Brătianu à sa tête qui est le maître de la Roumanie, passant par une longue période de gouvernement à une courte opposition, pour ensuite revenir promptement au pouvoir. Sa base fondamentale est constituée par les fonctionnaires et les professions libérales. Après la mort de I. C. Brătianu sa puissance s'affaiblit. C'est le parti national-paysan qui prend la succession, appuyé par les paysans, principalement de Transylvanie. C'était le parti au pouvoir jusqu'à ces derniers jours.

Le jeu des gouvernements était très simple. Deux ou trois partis se disputaient constamment le pouvoir, l'opposition n'avait qu'à prendre le contre-pied du programme du gouvernement. Parfois il y avait, l'opposition prêchant l'inflation et le vice-versa. Une fois un parti usé, le roi confie le gouvernement à l'autre, dissout le parlement et procède à de nouvelles élections. Le parti qui organise les élections est sûr grâce aux gendarmes des villages — d'avoir la majorité absolue au parlement. Et le jeu recommence.

Les méthodes de gouvernement de tous les partis sont les mêmes : Combler les déficits annuels par des emprunts à l'étranger (presque toujours le sort du gouvernement dépendait d'un emprunt obtenu ou refusé), admettre à la finance internationale de toutes les richesses naturelles du pays, du téléphone, télégraphe, chemins de fer d'état, monopoles, etc. ; répression féroce de tout mouvement ouvrier — et en particulier du communisme — oppression des minorités nationales — abandon de plus de dix millions de paysans à l'obscureté et au complet.

Voilà les méthodes employées. Ajoutons-y le vol non dissimulé de millions de lei par les ministres de tous les gouvernements ; la corruption de tout l'appareil étatique civil et militaire.

(La fin dans le prochain numéro.)
FERO.

La petite Entente se divise en deux sortes de pays : 1^o ceux qui se rapprochent des démocraties occidentales ; 2^o ceux qui ont un gouvernement d'expression dictatorial quasi-fasciste. Dans la première catégorie nous trouvons la Tchécoslovaquie, qui par sa situation géographique (en Europe centrale), sa forte industrialisation et la grande précision des minorités nationales, s'est vue forcée d'adopter un régime de démocratie occidentale. De cette « démocratie » n'est resté dans le cours de ces derniers mois, sous la poussée des nécessités de défense du capital, que l'ombre et le souvenir.

Tous les autres pays de la petite Entente prennent place dans la deuxième catégorie. Situés dans les Balkans ou presque, ces pays font fortement agricoles, ayant une population des paysans quasi-analphabètes et dans la plus grande proportion incultes, sans aucune éducation politique, avaient à subir dès le début de leur existence des chocs économiques très graves qu'ils résolvaient ou plutôt ajournaient par de méthodes que nous pouvons appeler balkaniques.

Aujourd'hui comme voici déjà 15 ans, à l'époque de leur formation, ces pays sont secoués par une grave crise économique et politique. Ils forment un grand volcan qui pour le moment ne trouve pas encore l'issue par une lave révolutionnaire. Une oppression ébarbée des minorités nationales le maintient dans l'abrutissement intellectuel et la déchéance physique des masses paysannes (norme majorité de leurs populations) et une terreur blanche étendue contre le mouvement politique du prolétariat, ajournent le combat pour le pouvoir.

Chacun de ces pays avec des méthodes en fait presque identiques, quoique sous des formes différentes, a cherché à résoudre les problèmes qui se posent à lui du fait que leur naissance (en grande partie œuvre artificielle des manitous de la table verte à Versailles et Trianon) eut lieu dans la période décadente du capitalisme mondial.

Encore chargés de leur proche passé qui le tenait plutôt au moyen-âge que des temps modernes, n'ayant pas liquidé l'héritage de la Russie tsariste (Pologne, Bessarabie) celui des Balkans d'avant-guerre (Roumanie, Yougoslavie), entrant par le traité de Versailles et pour des nécessités de défense nationale dans l'industrialisation de leur pays, tout en devenant par le manque des capitaux une Colonie financière de la France, de l'Angleterre et des E.U., ils s'inscrivent dans les mailles des contradictions de régime capitaliste et de l'impérialisme mondial, sans pouvoir résoudre aucun des problèmes qui se posent à la clique dirigeante de ces pays.

LA VÉRITÉ OUVRIÈRE

Les mineurs montrent la voie

Dans les quatre villes du pays noir, à Arras et à Béthune, à Douai et à Valenciennes, les mineurs se sont rassemblés par dizaines de milliers pour clamer leurs revendications, leur misère, mais aussi leur volonté de lutte. Admirable prolétariat, qui a déjà inscrit dans l'histoire de la lutte des classes, des pages magnifiques. Depuis plusieurs années on intensifie le travail, on baisse les salaires, on déclassé et l'on brime. Puis c'est le chômage, partiel la plupart du temps, ce qui est tout bénéfice pour nos gouvernants qui gardent dans leurs poches l'indemnité de chômage qu'ils devraient verser aux chômeurs complets ; les ouvriers étrangers que l'on exploite davantage et dont l'on se sert par une politique habile, hypocrite, pour diviser le prolétariat. On exerce ceux des mineurs étrangers les plus conscients qui luttent à côté de leurs frères français...

Puis, ça magnifiquement révéla, ces pavés que l'on foule en commun, coude à coude, confédérés et unitaires fraternellement réunis par leur esprit, de classe, par l'idée du combat. Pas un ouvrier de ce pays ne peut pas se sentir conforté à la vue d'un tel rassemblement. Plus fort que tout, balayant les petits préjugés des deux bureaucraties, l'esprit de classe des mineurs impose l'action commune.

La bataille qui peut-être, est prochaine, doit être le signal du rassemblement dans tout ce pays, du prolétariat. Plus encore, dans les mois qui viennent les éléments conscients du prolétariat sentiront la nécessité d'un syndicat unique face aux attaques de la bourgeoisie qui veut surmonter à peu de frais, la crise dont elle est responsable... ses gardes mobiles sont déjà là

Les Jeunes Pupistes et la Conférence Internationale des Jeunes

Nous avons déjà annoncé que la Conférence Internationale des Jeunes n'appartenait ni à la deuxième ni à la troisième Internationale et que nous nous sommes mis à la fin de janvier. Précisons aujourd'hui qu'elle se tiendra non à Amsterdam mais à Delft, une autre ville de Hollande.

Si nous voulons avancer sérieusement dans la voie de l'Internationale Révolutionnaire des Jeunes, il est de notre devoir de travailler à la clarification politique, sur tout dans les pays où les jeunes sont encore attachés à la vieille Internationale. C'est pourquoi nous demandons aux camarades de Hollande l'édition d'un Bulletin International de discussion, la prolongation de la Conférence, la mise à l'ordre du jour des principales questions de programme. Sur le plan national nous avons immédiatement commencé ce travail d'éclaircissement. Aujourd'hui, la seule organisation qui adhère officiellement à la Conférence, en plus de notre J. L. est la Jeunesse Proletarienne Unitaire. Nous devons en dire quelques mots.

Pour nous il ne peut pas être question d'assimiler la Jeunesse Proletarienne Unitaire au P.U.P. Dans ce parti la disproportion est telle entre le poids des élus municipaux et parlementaires d'une part, les effectifs et l'influence du Parti d'autre part, que le rôle à proprement parler politique du P. U. P. disparaît. Il n'est besoin que de rappeler le nom de Sabiani, prince du magnis marseillais qui menait sa campagne politique (III) sous le drapeau du P.U.P. Il n'est besoin que de citer le nom de Chasseigne, récemment exclu, de Louis Sellier et Garchery volant par le genre de Chiappe au parlement, des Gélis et autres trotskistes bien connus. Certes nous ne doutons pas qu'il y ait dans le Parti Pupiste un nombre important de militants sincères et honnêtes, qui cherchent leur voie. Il est même bien possible qu'ils constituent la majorité du Parti. Mais dans le Parti il ne sont rien. Le P.U.P. avec ses députés et ses élus qui agissent

provocants... Quand les mineurs réclament la suppression du chômage... le contrôle des bénéfices... des travailleurs du charbon, la cessation des brimades, le soutien des caisses, la réduction de la journée de travail, les vacances payées, la retraite à 6.000, etc., et quand ils disent : Article 7 du cahier de revendications : « mêmes garanties, mêmes droits et même protection de travail pour les ouvriers étrangers que pour leurs camarades français », tous les travailleurs se sentent solidaires de ces revendications : ils les appuieront, de leur solidarité active, le moment venu.

La Populaire fait sa petite démagogie en disant que c'est dans les coins où l'influence communiste domine, que les mineurs sont le moins enthousiastes. L'Humanité, elle empêche, dans ses histoires de front unique à la base (que personne ne prend au sérieux) n'arrive pas à nous expliquer la possibilité pour des révolutionnaires, d'aller à la préfecture, en compagnie des social-fascistes Gadoy et Beltrémieux, afin d'y défendre les mineurs.

Toute l'inconséquence et l'incapacité de ceux qui ont renié Lénine depuis longtemps (on l'avouer d'ailleurs) est démontrée dans les faits : vous avez bien fait de marcher sur la préfecture. Prenez, Ozanski, avec ceux qui par ailleurs vous appelez social-fascistes, mais vous avez ainsi démontré comment on use des « compromis » au profit de la classe ouvrière.

Les mineurs se sont compliés derrière leurs drapeaux ils savent maintenant combien ils sont décidés à mener le combat. Qu'ils le préparent, dans leur unité de lutte, les gaves des conseils d'administration des Houillères craignant cela. NUS que tout.

Au Congrès des Fonctionnaires Autonomes

L'intérêt principal du Congrès de la Fédération Autonome des Fonctionnaires a consisté à dans l'échec des manœuvres de la C.G.T.U. et 2°) dans la volonté affirmée par le Congrès de s'en tenir à sa ferme position pour l'organisation d'un front unique entre les syndicats confédérés et unitaires.

La C.G.T.U. a fait pression pour constituer une fraction, pour obtenir que soit posée au Congrès la question de l'entrée dans la C.G.T.U. Echo total : Pas un mandat de minorité au Congrès. Pas une voix pour demander cette entrée.

Aussi le discours du délégué du Cartel Unitaire, Paul Marcol, s'en ressentit. Plat et creux, c'est tout ce qu'on peut en dire. Il recut un accueil froid et ironique, surtout quand P. Marcol déclara, « front unique entre organisations ? Oui, mais... ça dépend des lesquels ? »

D'autre part, en opposition avec la tactique stalinienne, la Fédération s'est affirmée prête à continuer ses efforts pour obtenir, sinon une fusion syndicale, toutefois un front unique entre unitaires et confédérés.

C'est dans cet esprit qu'elle écouta favorablement le discours de Dommanget, délégué par la Fédération unitaire, de l'Enseignement. L'Huma a tantôt de sair celui-ci. Un délégué stalinien déclara : « Mais... Dommanget est un trotskyste ! Sur quel Bourgeois vint à la tribune apporter le plein accord de la Fédération avec la direction de l'Enseignement unitaire.

Les fonctionnaires autonomes ont décidé d'organiser la résistance aux diminutions de traitement, en accord avec le cartel unitaire et confédéré.

En même temps, nous pensons qu'un Comité pour l'Unité Syndicale, dans lequel trouveraient place non seulement les Autonomes mais aussi les différents autres syndicats, ferait un énorme pas en avant à la résistance des travailleurs.

L'UNITÉ EST-ELLE POSSIBLE ?

La 1^{re} Union Régionale de la C.G.T.S.R. et les Jeunes syndicalistes révolutionnaires organisent le mardi 3 décembre, à 20 heures 30, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, salle Eugène Varlin, une conférence sur l'Unité Syndicale. Les organisateurs nous ont demandé d'apporter notre point de vue. Notre camarade Châtillier exposera et défendra le point de vue de la Ligue à la réunion des syndicalistes révolutionnaires.

Aux Camarades qui militent dans les syndicats

La Vérité doit devenir l'arme de combat du prolétariat de ce pays et non rester tout un organe d'éducation et de formation des cadres.

Tous les camarades sentent plus ou moins, avec la nouvelle orientation, que notre journal doit se transformer et s'adresser aux larges masses.

Il doit devenir plus lisible. Et ceci, camarades, ne dépend pas uniquement de nous, au centre, qui faisons ce que nous pouvons. Cela dépend beaucoup de vous qui travaillez dans les organisations de la classe ouvrière. Envoyez-nous de courts articles, des notes sur l'activité de votre syndicat.

Que discute-t-on, que prépare-t-on pour riposter aux attaques renforcées de la bourgeoisie ?

Et vous, travailleurs qui lisez occasionnellement notre journal, rendez-vous compte que, malgré son petit format, il est entièrement votre, entièrement dévoué à vos intérêts. Dites-lui, sans réticence aucune, ce que vous en pensez. Ce qui vous plaît, ce qui vous plaît moins. Ecrivez-nous, dites-nous vos conditions de travail, vos salaires, comment vous vivez. Et, de cette façon, La Vérité remplira son rôle : celui d'organiser les ouvriers, de porter partout à l'usine et aux champs la parole communiste, la parole de Lénine.

LILLE Un meeting contre la guerre... et contre la Ligue

Le vendredi 10 novembre 1933 s'est tenu au théâtre des Ambassadeurs, un meeting organisé par le Comité de lutte contre la guerre et le fascisme qui a groupé environ un millier de personnes. A ce meeting parlèrent Cachin, Malin, et d'autres. On connaît ce genre de meeting, ses services d'ordre (des ordres) plus excités et Galas « en personne », le commandant.

Il faut s'élever d'abord contre la partialité du Dr Notus qui présidait la réunion au nom du Comité « antifasciste », de qui nous n'aurions pas cru possible pareille façon d'agir ; il est vrai que ça peut-être douter, ne sait même pas ce qu'on dit, mais nous le prévenons quand on veut lutter contre le fascisme, on ne lui emprunte pas les méthodes.

Marchel Cachin (« clou » de la soirée, pour qui un millier de personnes s'était dérangé, gardé pour la fin. De sa part, pas une véritable position politique, les mêmes idées, avec une voix trepidante, qui ne fait plus effet. Cachin avait rempli son rôle, relâcher l'auditoire jusqu'à minute. C'est la tactique de garder le lecteur pour la fin. Les banquettes se voient moins ainsi.

Après le discours, traité en longueur, de Cachin, notre camarade Ray demanda la parole en soulignant que depuis une heure nous

l'avions demandée. Aussitôt le service de désordre s'élança : Ray est immédiatement entouré par la horde. Mais le véritable objectif était de sortir les camarades de Lille mécontents. « Vous ne représentez rien, vous n'avez pas la parole », Cachin déclara à la bagarre.

Nos camarades maintenus chacun par une dizaine de staliniens, menacés par d'autres, fort de leur nombre, rien à faire déployée. Voilà où ils en sont tombés, malgré les protestations d'une grande partie de la salle, qui demandait à nous entendre, car la réunion était contradictoire. Mais les naufrageurs ne veulent pas d'arguments politiques. Le stalinisme ne vit plus que par succès. Il faut que nous sachions détruire son influence : « vous n'entrez plus dans une seule de nos réunions », mot d'ordre des falsificateurs de la révolution. Nous répondons : « nous vous démolirons, non pas par la violence qui démontre votre faillite, mais par la clarté de notre politique et par notre travail révolutionnaire ».

Tout les camarades qui ont assisté à ce meeting ne doivent pas rester silencieux. Bien tôt nous ferons des réunions publiques et contradictoires et nous verrons qui agit en révolutionnaire, ceux qui n'ont rien à envier, aux Levillain et Fiancette, ou nous.

Le Groupe de Lille.

Les socialistes du Nord et le front unique amsterdamien

Les congrès d'Amsterdam et de Pleyel avait réussi à entraîner sur leurs thèses et mots d'ordre confusionnistes un certain nombre d'ouvriers et de militants socialistes. Depuis ce temps, beaucoup de ces militants quitteront les comités amsterdamiens pour rejoindre le Front Commun de Bergery où sont groupés tous les petits bourgeois et grands écrivains de tout acabit à la Victor Marguerite.

Ici, dans le Nord, cette espèce de front unique vient d'être brisé et la section socialiste d'Haumont quitte le Comité Amsterdamien de cette ville, sous le prétexte que leur parti, et la suite de l'exclusion des Marquet et des Renaudet, allait se redresser politiquement et s'engager dans la voie révolutionnaire. Ils disent entre autres choses qu'ils veulent rester fidèles à Amsterdam et à leurs engagements. « Mais nous voulons avant tout, respecter la discipline du parti ».

Il est tout à fait clair que les déclarations de ces socialistes font l'objet de vastes discussions dans l'Enchaîné. Nos staliniens locaux se démentent d'une façon ployable pour convaincre ces socialistes de respecter leurs engagements et leurs signatures apposées sur les thèses d'Amsterdam et de Pleyel.

C'est ici que l'on s'aperçoit que le front unique réalisé dans ces congrès barbus était appelé à disparaître. Front uni-

que qui ne fut réalisé qu'avec une infime partie de socialistes. Mais la grosse majorité prenait ces congrès pour une vaste rigolade d'où il ne sortirait rien de positif pour la lutte contre la guerre et le fascisme et où n'étaient tolérés que les discours stalinien.

Nous avons expliqué à son heure ce que nous pensions de ces congrès, mais nous ne pensons qu'il serait nécessaire de rappeler la véritable tactique léniniste qui ne consiste pas à vouloir réaliser le front unique rien que par en bas, tant préché par nos staliniens, mais bien la tactique suivie par nos camarades bolcheviks lors de la révolution d'octobre : ceux-ci ont pas hésité à conclure un front unique avec Kerensky pour battre Kornilov, afin de battre ensuite le premier avec plus de facilité. Mais à ce moment-là le parti bolchevik était dirigé par Lénine et Trotsky et pas encore par les déformateurs du marxisme-léninisme.

Et ça sera à nous, bolcheviks-léninistes, à travers la formation de notre nouveau parti communiste et de la 4^e Internationale d'appliquer les méthodes préchées par Marx et Lénine pour conquérir la majorité de la classe ouvrière et préparer la révolution mondiale qui libérera les travailleurs du joug du capitalisme.

Marcel Cornille.

Les staliniens attaquent la Municipalité communiste d'Haumont

L'« Enchaîné » du 17 novembre publie un article de deux colonnes qui mériteraient d'être reproduit tout entier. C'est une attaque contre Desmettre, maire communiste d'Haumont, coupable d'avoir, en 1930, « pris la défense » de Carniel, exclu du parti pour trotskisme.

« Desmettre, malgré ses aveux, les idées de Desmettre n'ont, paraît-il, pas changé. Mieux, lui et F. Vandeweghe viennent de voter contre une résolution de la région et du rayon à ce sujet. Mais que F. Bonlé est prudent ! La dite résolution déclare que le rayon d'Haumont a « entendu le compte rendu de l'entrevue des délégués du comité de rayon avec le camarade Desmettre, maire de la commune, accompagné des camarades Verreyse J. B., et Carnelle-Achille (tous deux exclus du parti) le 21 juillet dernier ». Que d'égarés peu habitués ! Cependant, malgré les gracieusetés de Bonlé, la résolution

constate que les désaccords politiques formulés par Desmettre en 1930, concernant la tactique classée contre classe, la question du front unique, les dangers de guerre et la nécessité pour le parti d'extirper de ses rangs les éléments trotskystes-révolutionnaires et social-démocrates subsistent entièrement. « Considérez que les désaccords empêchent le camarade Desmettre de travailler dans le sens des directives et décisions adoptées par les Congrès et C. G. du P. C. F. et de H. C. ».

Le camarade ajoute que « le parti, tout en continuant ses efforts auprès de Desmettre pour le convaincre de ses erreurs se maintiendra haut et ferme le drapeau de H. C. ». Nous attendons nos lecteurs au courant de ces « efforts ».

« Mais à Haumont, comme dans toute la France, la seule voie réelle de redressement existe : la ligne Bonlé à sa cuisine, et organiser un NOUVEAU PARTI COMMUNISTE ».

LE N. A. P. (PARTI OUVRIER NORVÉGIEN) ET LA IV^e INTERNATIONALE

Le N. A. P. ayant refusé tout d'abord l'établissement d'une plateforme d'union commune, il fut alors discuté entre le S. A. P. et nos camarades allemands avant tout de questions particulières plus ou moins au hasard. C'est ainsi qu'est venue la question du N. A. P. (parti ouvrier norvégien). La question internationale est assez intéressante pour un large cercle.

Que représente avant tout ce N. A. P. ? Avec 20.000 membres (sans doute, comme dans le Labour party anglais, des membres collectifs pour le plus grande part), semble-t-il le parti socialiste autrichien il représente le parti politique du prolétariat norvégien. Autre chose aussi et extraordinairement semblable au Parti socialiste autrichien. De forts courants gauchistes parmi les membres (qui n'ont pas osé jusqu'à aujourd'hui entrer dans la 4^e Internationale, qui forment une aile gauche, ont une philosophie radicale passable, mais au fond réformiste et une pratique tout à fait déplorable, vulgaire et réformiste, c'est-à-dire une politique de tolérance qui précipite les couches moyennes dans les bras du fascisme.

Le parti a, il est vrai, acquis depuis peu (compte d'autres partis réformistes) de grands succès électoraux, mais, comme l'écrit avec raison le Nieuw Rotterdamse Courant, sa conduite est au fond particulièrement modérée, pour des marxistes l'attitude envers un tel parti est particulièrement claire. Travail de fiction à l'intérieur du parti aussi longtemps qu'on est trop faible pour créer un parti communiste. Construction de cette fraction sur la base de la critique la plus aiguë envers les succès réformistes et rien qui ressemble à des succès réformistes mêmes.

dent les cadres du front unique, la position du S. A. P. est assez différente de celle que nous défendons. Non seulement il a signé en dehors de la déclaration des quatre à la Conférence de Paris une résolution sur la renouveau du mouvement ouvrier, en commun avec ce fameux parti, non seulement il siège avec lui au bureau de Londres, mais encore il s'abstient à l'échelle nationale et internationale de notre critique contre ce parti.

Quels sont les résultats de tels procédés ? Internationalement il existe une foule de partis et de groupes dont les plus importants sont l'I. L. P. et le parti communiste indépendant du Suedé (ce dernier s'est séparé de l'Internationale brandérienne) qui se développent vers la gauche. Cela doit être la tâche principale de tout parti socialiste à la déclaration des Quatre, de nouer des rapports avec ces partis. Mais aussi longtemps que le N. A. P. siègera au bureau de Londres, l'I. L. P. se cachera toujours derrière lui, alors qu'après la rupture avec le N. A. P. il serait resque contraint de venir sur le terrain de la déclaration des Quatre. Car il ne peut rester ouvertement seul avec le N. A. P. devant le développement grandissant de l'opposition.

Il se comporte pareillement avec le Parti Communiste indépendant de Suède. Sur ce parti, le N. A. P., aussi longtemps qu'il jugera bon d'avoir des relations avec lui, exercera une mauvaise influence et l'arrêtera dans son développement. Ces faits sont si évidents que tout partisan du S. A. P. en conviendra.

Mais, à l'intérieur même de la Norvège, une telle passivité ne peut qu'amener des désagréments au N. A. P. Sans critique, aucune aile gauche ne peut se développer. L'appel aux al-

liés internationaux permet d'autre part à Tranmael de jouer le révolutionnaire devant son propre parti. Après la déclaration des Quatre, le bureau de Londres a perdu sa signification. Il est même incapable d'expliquer comment il se fait que chacun de ses participants a un but différent. L'un tient pour la 1^{re}, le second pour la 1^{re} 1/2, le troisième pour la 1^{re} 1/2, le quatrième pour la 4^e Internationale, etc., etc. Bien mieux, l'alliance simultanée de deux adhérents de la déclaration des Quatre avec un parti complètement réformiste doit compromettre la conception de la 4^e Internationale, non seulement avec eux quelques bonnes, mais devant beaucoup de travailleurs révolutionnaires réticents.

Le S. A. P. conteste les résultats de son alliance avec le N. A. P. avec des arguments passablement confus et bizarres. Il n'aide pas Tranmael, car celui-ci traite l'alliance très dédaigneusement. La seule tactique exige cette alliance. Oui, cette qualité digne d'éloges exige encore l'entrée de la Ligue Communiste Internationale dans le bureau de Londres, c'est-à-dire l'abandon de notre déclaration des Quatre pour une union facultative et cordiale avec Tranmael. On ne doit avoir aucune peur de se compromettre, etc.

Inversement l'exigence de la Ligue Communiste Internationale est qualifiée de « sectaire » par les plus larges masses (1). On découvre à chacun de nos pas ce pêche original. En cela on se réclame de la méthode de Lénine (étudiez donc encore une fois, chers amis, dans quelles circonstances, avec quelles méthodes, et avec quels résultats : Lénine marcha en 1917 à la construction de la 3^e Internationale) ! Comme il a brûlé au fer rouge chaque union équivoque contenant des traces d'opportunisme, ce qui a amené précisément l'écroulement de la 3^e Internationale) pour marquer les autres comme sectaires jusqu'à ce qu'on puisse avoir « raison ».

Mais nous demandons à nos opposants : Y a-t-il une autre méthode de construire une organisation révolutionnaire, n'importe comment, à l'échelle nationale ou internationale ? Cui sont

les résultats des autres méthodes, des concessions, des silences, des manœuvres de la « souplesse », des hésitations (bien entendu nous parlons de la construction du nouveau parti et de la nouvelle Internationale, non pas du combat pour des buts concrets, économiques et politiques dans lequel un front unique est possible « même avec le diable et sa grand-mère »).

Nos opposants peuvent chercher dans la longue histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire autant qu'ils voudront, ils ne trouveront pas d'autre méthode utilisable. Toute concession à l'opportunisme et au centrisme, que l'échelle soit petite ou grande, a fini par un « bout. Seul l'intransigeance léninienne a conduit à de tels résultats.

C'est ce que sur ce chemin qu'est possible la construction de la 4^e Internationale. On n'abandonne pas, dans cette voie, le niveau politique déjà acquis. On doit gagner quelque chose, non dans le N. A. P., non dans le Parti communiste indépendant de Suède, mais en amenant les autres à son point de vue.

Un instant les chefs du S. A. P. croient disposer d'une expérience historique assez importante pour conspuire sur cette espérance une nouvelle stratégie et une nouvelle tactique : leurs propres résultats dans la conquête du S.A. P. Comme on le sait, la direction actuelle autrichienne brandérienne, subsiste ; elle entra dans le S. A. P. avec 200 adhérents au printemps 1932. Alors le S. A. P. compte, d'après les uns 24.000, d'après les autres, 50.000 membres. Un an après, Seydewitz capitulait devant le social-démocrate, Rosenfeld devant le parti communiste et la direction actuelle se trouvait à la tête d'un parti qui ne comptait plus que 14.000 membres.

Entre temps, l'illégalité a naturellement réduit ce nombre dans des proportions extraordinaires comme pour toutes les organisations.

Nous avons proposé aux camarades de la direction actuelle, à leur entrée dans le S. A. P. de mener le combat ouvertement dans le parti contre Seydewitz-Rosenfeld sur la base d'une plateforme. Ils n'ont pas voulu le faire, ils ont

appliqué leur tactique et ont cependant (ce peut-être malgré eux, comme nous le pensons) acquis environ un tiers du parti. Le reste est en majorité derrière le social-démocrate ; pour une petite partie, dans le parti stalinien d'où il continue sa marche vers les brandériens et vers nous : la plus grande partie est tombée dans l'indifférence. Appelez-vous cela le triomphe de la « nouvelle » méthode léniniste sur « le vieil » ?

« Monsieur, considérons la fin ! » dit-on dans la vieille histoire allemande. Nous croyons l'on doit approfondir et élargir l'étude historique du S. A. P. Il n'est pas dit que l'on n'aurait pas obtenu ce résultat avec la « vieille » méthode. On aurait plutôt obtenu un meilleur résultat. On aurait obtenu un parti vraiment homogène politiquement. Aujourd'hui l'homogénéité passagère du S. A. P. est le produit de l'oppression extérieure d'Hitler. Mais l'homogénéité politique du S. A. P., la voilà, dans une réunion publique truquée organisée par le S. A. P. On peut entendre l'un qui dit qu'en U. R. S. S. il n'y a pas d'état prolétarien, l'autre dit qu'il y en a un, et le troisième dit qu'il y a quelque chose de tout à fait particulier : le socialisme bureaucratique.

Voilà donc en gros le tableau d'un parti vraiment révolutionnaire. Et cela fait supposer que les résultats linéaires de la « nouvelle » méthode « sont tout à fait autres que ce que croient aujourd'hui les chefs du S. A. P. », et l'on généralise et immortalise ces méthodes au lieu de reconnaître leurs résultats pour s'en détourner. C'est pourquoi nous préférons les « vieilles » méthodes d'après lesquelles les bolcheviks ont construit leur parti.

Nous voyons que la question du N. A. P. a une signification non seulement particulière et actuelle, mais que de sa solution juste dépend en grande partie le large développement de la 4^e Internationale. Elle nous mène aussi aux principes de construction d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire. Leur éclaircissement opportun est décisif pour un large développement.

B.

Travailleurs !

Pour le sixième anniversaire de

L'INSURRECTION DE CANTON

(15-18 décembre 1927)

Vous viendrez entendre les orateurs de la Ligue communiste apporter le point de vue communiste sur la situation en

INDOCHINE CHINE INDONESIE

le 16 décembre 1933.

Le lieu sera indiqué ultérieurement.

Le discours du camarade Sneevliet au Parlement Hollandais

(suite de la première page)

Monsieur le Président ! Il semble que pour des anti-révolutionnaires, qui sont plus que vous des hommes de principe, cela rencontre certaines difficultés dans l'histoire politique nous trouvons un analogie avec ce cabinet, et le chemin qu'il a parcouru durant sa courte existence.

Ce Cabinet réalise les plans que les grandes organisations patronales ont mis sur pied durant les dernières années. Le Cabinet se réclame de la démocratie, mais il n'en prépare pas moins l'extermination de la démocratie.

Comme on a beaucoup parlé de la N. S. B. il est peut-être bon que la confiance dans le propre développement soit entretenue par l'absence émanant des groupements sociaux, les plus divers.

Lorsque M. Aalberse parla si sérieusement de ces choses, ce fut peut-être par réaction au discours du propagandiste de la N.S.B. tenu au Concertgebouw d'Amsterdam et dans lequel M. Viekie déclara, en parlant des encyclopédies et de la N.S.B. que son but de celle-ci se composait de la désaffection générale de la Jeunesse libérale.

Pour la première fois, nous avons affaire dans les Universités hollandaises à une vie spirituelle active, mais une vie spirituelle qui s'occupe des problèmes politiques et sociaux ; et c'est là ce qui a donné naissance au noyau du mouvement Mussert (fasciste).

Je pense que les circonstances actuelles sont telles que pas un parti bourgeois, même s'il le voulait, ne serait capable de constituer une force suffisante contre la vague fasciste.

Le journal De Standard, proche du Premier Ministre, exprime constamment sa reconnaissance au mouvement national-socialiste. Il a même, qui a préservé l'Allemagne de la Révolution prolétarienne, M. Josephus J. J. est l'expression d'une manière arrogante devant la jeunesse démocratique-libérale à Haarlem, en étant que le fascisme pourrait être relativement utile.

Lorsqu'un entretient cet état d'esprit, qu'on fait la propagande qui est celle de la S. S. et des démocrates libéraux, alors de la S. S. et des grandes impuissances, des couches riches contre lesquelles le gouvernement n'a pu de remède, malgré tous ses plans pervers ; et malheureusement la grande puissance de M. Vercuisser, aura inévitablement pour conséquence la désaffection de vastes groupements, de la couche moyenne.

de paysans, d'intellectuels, les représentants des professions libres, etc. Pendant un temps j'ai pensé que les privilèges que le Gouvernement accordait au mouvement N.S.B. devait s'expliquer par la mise en réserve de ce mouvement pour s'y appuyer lorsqu'il serait devenu impossible de gouverner au moyen de la démocratie parlementaire.

Je suis obligé de changer maintenant cette opinion, en raison de déclarations faites dans cette Chambre et je dois dire que ces sujets nous sommes obligés de parler plus d'une comparaison entre le gouvernement actuel et le gouvernement Brüning qui ne reconnaissait pas la grande ville entière du danger fasciste de même que le gouvernement d'ici ne le reconnaît pas.

C'est pourquoi rien de ce qui a été affirmé dans ce sens n'autorise le gouvernement à manifester tant d'autorité, qu'il justifie par la conviction d'assurer un nouvel essor. Il n'a pas ce droit et c'est pourquoi il n'a pas non plus la seule justification qu'il pourrait avoir de son point de vue. Aucune bourgeoisie n'a, je pourrais citer des textes, pour prouver que même dans les documents officiels indiquant la direction dans laquelle nous allons, il n'en est pas question.

Des députés qui interviennent en faveur du gouvernement ont dit qu'on ne pouvait pas en vouloir au gouvernement de ne pas avoir des plans aussi généraux, à un moment où il n'y a aucune stabilité.

Mais la stabilité ne viendra plus jamais, parce que — et c'est là la vérité la plus profonde et le fond de mon intervention — la parole de Marx s'est réalisée, selon laquelle le système de production est maintenant en opposition irrédoublable avec les formes de propriété que ceux qui déclarent sacrées les formes de propriété — on penserait presque à la scène biblique de la danse autour du veau d'or — rejettent la seule issue possible pour sortir du chaos actuel.

Eux ou ne pas être. Toutes nos mesures économiques, toutes les mesures de ce gouvernement indiquent qu'il s'agit pour le gouvernement de s'appuyer sur les propriétés des classes possédantes, et de s'appuyer sur l'esprit capitaliste, et vous êtes possédés.

Mais je ne suis pas croyant, et ne parlerai pas ainsi. Cependant, j'ai vu que vous vous tirez la même chose ; vos méthodes sont des méthodes qui provoquent la dangereuse fuite du pouvoir, dont Vondel a dit ce qu'il fallait, lorsque cette folie a jailli du temps de Maurits et de Vondel.

ETRE OU NE PAS ETRE POUR LA CLASSE

En face de cela il y a l'être ou le non-être de la classe ouvrière ; et là il ne s'agit plus de lettres et d'enquêtes comme il y en a eu par wagons en Allemagne du temps de Brüning, de Schleicher et de Von Pappe, qui ont bien voulu un abrégé pour se garder, mais ici il s'agit de forces véritables de la classe ouvrière, dans un front unique que les social-démocrates et les communistes ont saboté à fond, jusqu'au 27 février, au moment où le rédacteur en chef du Vorwärts, Stampfer, voulait avoir un entretien avec Torgler au Reichstag pour réaliser ce dernier l'heure le front de défense contre Hitler. C'est ce front unique qu'il nous faut !

LES LIVRES

M. BEIMLER, député au Reichstag. Au camp d'assassins de Dachau. (Soyez d'Éditions, 1 broch. 62 p. — 1 franc.)

Parmi les livres illustrés de littérature stalinienne, cette petite brochure fait exception. Il s'agit du récit des persécutions et des tortures subies par les militants ouvriers bavarois après la victoire de Hitler.

Emprisonnement, matrasques, assassinats, toute la gamme des persécutions adiques ont été subies par les ouvriers révolutionnaires tombés aux mains des bandits hitlériens. Beimler, l'un des dirigeants du P.C.A. en Bavière, s'y étale minutieusement, et d'autant plus abondamment, qu'il est plus éloquent, et de tout art de tout art, mais les faits parlent tout seuls.

Les faits résumés par une telle brochure doivent être connus de tous. Une pareille brochure devrait être répandue à des millions d'exemplaires.

Car elle est à tous les travailleurs : « Voilà le socialisme sanglant auquel vous vous êtes capable d'assurer le développement économique et social, livre à la torture des populations travaillées qu'il a créées ! Demain, vous serez jetés par le fascisme dans la guerre ! »

Ouvriers français, demain les fascistes français, héritiers des bourgeois de la Commune, vous prépareront le même sort si vous ne résistez pas !

Et, plus cruellement encore, elle fait comprendre à chaque ouvrier : Voilà où l'ont conduit les chefs socialistes et staliniens. Voilà à quelles tortures ont conduit les hommes qui ont refusé d'écouter nos avertissements ! Rejetez-les ! Organisez ton nouveau parti communiste, qui, ayant tiré les leçons de cette tragique expérience, te fera marcher à nouveau vers la victoire.

A noter que cette brochure est défigurée par une honteuse petite préface du matamore Heckert, l'apologiste de la politique de capitulation de Staline et Cie.

SERVICE DES LIVRES

Nous ne pouvons fournir que les livres indiqués dans la liste ci-dessous. Pour toute commande au dessus de 10 fr. joindre 10 % en plus pour frais de port.

Table listing books and prices, including 'Cours Nouveau (1933)', 'Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?', 'Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931)', etc.

POUR LE RETOUR AU GRAND FORMAT

- As-tu fait un abonné cette semaine ? Tes-tu préoccupé de trouver un dépôt de vente ? As-tu sollicité une souscription ?

Bonne réunion de la Ligue dans le 18^e

Mardi dernier notre groupe conviait les travailleurs à une réunion publique et contradictoire où devaient être discutés nos positions sur le front unique et l'unité syndicale. 80 auditeurs se présentèrent dans la salle du Café Le Balto, en majorité staliniens et sans parti, la section socialiste du 18^e s'étant excusée de ne pouvoir venir.

Tout à l'our nos camarades, Mèche, Lhuillier et Gérard exposèrent nos points de vue ; le premier tira les leçons de la défaite ouvrière de la rue Hermet lors de la réunion des J. P. ; le second démontra combien la position syndicale de la Ligue était conforme aux écrits de Lénine ; et Gérard, démolissant le schéma absurde du parti communiste officiel sur le « double front », du parti S. F. I. O., montra par quel processus et constant effort les nouveaux partis communistes arriveraient à arracher toute l'aile gauche ouvrière du P. S. (Des interruptions, par instantes très violentes, obligèrent plus d'une fois notre camarade à faire des incursions dans le domaine de la politique stalinienne en Allemagne).

L'appel à la contradiction révéla ce que nous avons déjà constaté plus d'une fois, à savoir d'abord le manque d'orientation par le rayon communiste ensuite les idées de retard et le peu de confiance en les idées du comintern des camarades staliniens de la base. Retenons toutefois que nous fut catégoriquement affirmée la volonté des chefs staliniens non pas de « mettre en l'air » la réunion des J. P. mais de discuter avec les orateurs (sous prétexte que certains de leurs arguments nationalistes et préfacistes pourraient « troubler » des ouvriers). En d'autres termes, les staliniens acceptent l'admission de l'idée de la « nouvelle unité » et à noter l'intervention d'un bon copain de la base brandissant l'article 32 comme épouvantail destiné à dissuader les unitaires d'entrer dans la C. G. T. « la tête basse ». — Enfin une intervention intéressante et bien nourrie d'un camarade de la fraction de gauche stalinienne rappela les paroles de Rosa Luxembourgeois : il y a des détails chimiquement payés qui valent mieux que des victoires tactiquement acquises. Dégagez la différence entre la défaite stalinienne de 1920 et la capitulation stalinienne de 1933 (Les copains du P. C. n'acquiescent à aucune espèce de réplique).

Lhuillier répondit à tout le monde et le président de séance fit remarquer qu'à la sortie tous les journaux ouvriers de quelque tendance qu'ils soient pourraient être vendus librement.

Le Groupe Nord-Ouest (D).

Un démenti à "Nostra Bandiera"

La Nostra Bandiera a publié un entrefilet, selon lequel le camarade Feroci aurait écrit : « Je suis prêt à faire tout ce que je pourrais pour la réalisation de son projet de réunifier le parti stalinien ».

Le camarade Feroci donne le démenti catégorique suivant : « La Nostra Bandiera du 25 novembre publie un communiqué dans lequel on m'attribue des déclarations et communications au P.C.I., absolument imaginaires. Ni les unes ni les autres n'ont rien à voir avec moi, directement ou indirectement ».

Quiconque connaît mon activité publique et privée connaît qu'elles ne divergent pas et que depuis quatre ans elles ne sont employées qu'au service de l'organisation bolchévick-léniniste, dans les positions de laquelle les événements de tous les jours n'ont contribué qu'à renforcer ma confiance et ma conviction.

Dans un compte rendu faussé, la note de la Nostra Bandiera a prouvé toutefois un fait : la duplicité et le manque de sincérité des dirigeants et de la presse stalinienne. Tandis qu'ils ne perdent pas d'occasions pour nous traiter de « provocateurs », « agents du fascisme » et ainsi de suite, jusqu'à exciter contre nous l'emploi de méthodes « aquaristes », de l'autre côté ils sollicitent milleusement le retour de ces « provocateurs », « agents du fascisme », etc., etc.

Naturellement, pour n'être plus que des « contre-révolutionnaires », il faut, pour ces gens-là, reconnaître la justesse de la politique stalinienne. Mais il faudrait être, ou bien des naïfs incurables, ou bien des corrompus, pour penser à reconnaître une pareille chose à un moment où la politique la plus complète en même temps que les événements de ces années n'ont fait que confirmer dans leur plénitude les positions politiques défendues par les bolchéviks-léninistes.

Les camarades qui veulent aujourd'hui sérieusement lutter pour la renaissance du communisme mondial ne peuvent le faire que sous le drapeau de la nouvelle Internationale communiste, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

25 novembre 1933. Feroci.

Demandez le n° de décembre (N° 2) OCTOBRE ROUGE

organe de la Jeunesse Léniniste adhérente à la Ligue Communiste Internationaliste

Au Sommaire : Au bureau de Pointage (Alex). — Tout le pouvoir aux ouvriers (Auger). — La Conférence Internationale de Jennes. — Appel aux organisations de Jeunesse pour une Jeune Garde Communiste (le comité national). — La J.O.C. (Masseron). — Le mot d'ordre du désarmement (Fenneter). — Les jeunes ouvriers ne suivront pas les néos (Stève). — A bas le colonialisme assassin... Les Jeunes Léninistes dans le monde et en France. — Articles sur la jeunesse indochinoise, sur le front unique au quartier Latin, articles du XIII^e du XV^e, de Clichy, Courbevoie, du Sud-Est, de l'Est, de Lille, de Marseille.

COURS CENTRAL

La deuxième séance du cours, organisé par le Comité Régional et ouvert à tous les sympathisants aura lieu le

MERCREDI 6 DECEMBRE à 20 h. 30 précises SALLE AUGÉ (angle r. des Archives et r. de la Verrerie)

Nous rappelons que le premier cours comprendra trois leçons du camarade GERARD

L'HISTOIRE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE La seconde leçon portera sur : L'I. C. après le 5^e Congrès. Le Comité anglo-russe. La Révolution chinoise.

Prière de se faire inscrire en écrivant au siège.

PERMANENCE

Nous rappelons à tous nos amis que notre permanence est ouverte de 18 h. 30 à 20 h. 20, sauf le samedi, où elle est ouverte à partir de 16 h. 30.

Prière d'en prendre bonne note. Que les camarades viennent nous voir aux heures où la permanence fonctionne régulièrement.

PERMANENCE GROUPE NORD-OUEST

Chaque dimanche, de 10 heures à midi, le Groupe tient une permanence au Café Tabac, 1, rue Damrémont (18^e). On y trouve la littérature de la Ligue, et notamment les dernières brochures éditées (IV^e Internationale de l'U.R.S.S., Léninisme contre Staliniisme, etc.).

REUNIONS

Le Groupe Nord-Ouest prépare une réunion publique et contradictoire à Asnières pour la semaine prochaine.

Prière aux sympathisants de nous indiquer d'urgence une salle disponible (contenance : 200 personnes).

Une réunion centrale de la Ligue est prévue vers le milieu de décembre sur la question coloniale ; la date exacte n'est pas encore arrêtée définitivement. Nous croyons pouvoir compter sur la présence à ce meeting du camarade Sneevliet leader du parti socialiste révolutionnaire hollandais. Le prochain numéro donnera toutes indications précises.

FETE DE SOLIDARITE EN FAVEUR DES IMMIGRES

Notre fête, prévue pour le 14 décembre, ne pourra avoir lieu qu'aux environs du Jour de l'An.

VENTE A LA GRUE

Quelques efforts particuliers cette semaine : le Groupe D a vendu 50 Verité, dont 20 à la porte d'une usine. Le Groupe B.C. a crié le journal cette semaine à la porte de plusieurs chantiers.

NOTRE REUNION DANS LE 20^e

Notre réunion dans le 20^e ne fut pas un succès, loin de là. A notre départ, il faut dire que les peu d'adhésions furent colées et que la plupart furent lacérées par les flics et par les colleurs fascistes du parti social-national.

Nous nous bornâmes à faire une causerie sur la crise du parti socialiste, qui, certainement, aura son écho chez les membres des J. S. qui étaient présents.

Si notre groupe du 20^e poursuit le travail commencé, nul doute que dans peu de temps les protestataires du 20^e reprendront en nombre à nos appels.

REUNION D'INFORMATION SUR LE TRAVAIL A MENER EN DIRECTION DU PARTI

35 à 40 camarades seulement étaient présents à notre réunion de dimanche dernier 26 novembre. Il est pourtant indispensable que tout l'actif de la R. P. assiste effectivement à notre réunion plénière mensuelle.

Mèche rapporta sur le travail à faire dans le parti socialiste. Avant de préconiser des solutions concrètes, il traça la ligne véritablement révolutionnaire de la situation en France de développement de la situation de l'impérialisme français sur le marché mondial et nécessaire pour les gouvernements d'entamer la démocratie libérale. Il montra que le gouvernement Chauvigné ne serait pas long à mordre : la poussière qu'un gouvernement de concentration lui succéderait montrerait vraisemblablement une insuffisance telle que son remplacement par « l'état fort » proprement dit apporterait à la grande bourgeoisie comme la seule solution viable. Mais cette marche vers ce que nous appelons le « bonapartisme » ne sera pas sans opérer un trouble grandissant dans le parti S. F. I. O. entraînant un divorce plus prononcé entre la fraction ouvrière et les droitières. Mais cette lutte à l'intérieur du P. C. ne se soldera pas l'exclusion des éléments de droite que dans la mesure où les éléments ouvriers de gauche seront armés d'une politique juste et d'un guide marxiste. C'est ici, dit le rapporteur, que le rôle de la Ligue communiste s'impose comme un facteur non seulement subjectif mais aussi objectif de la situation.

Mais comment travailler pour pouvoir guider ainsi toute l'aile gauche dans sa marche progressive ? Le rapporteur estime que ce ne peut être que par la combinaison de l'action publique extérieure et aussi de l'activité interne.

A l'intérieur, la Ligue expliquera à l'aile gauche socialiste — et sur tous les tons — que sa victoire ne pourra être complète tant qu'elle restera dans la III^e Internationale de brèche en brèche, et sera indissolublement concernée par la situation de la classe ouvrière (tant qu'on expliquera les bienfaits de l'unité sur le plan syndical dans la conjoncture présente). Comme on le voit, il ne s'agit pas de faire le moindre pas de concession au réformisme ; nous garderons au contraire toute notre intransigeance doctrinale, ce qui n'exclut évidemment ni le dialogue, ni la souplesse, ni l'encouragement à être conséquents.

LA VIE DE LA LIGUE

La discussion qui s'engagea sur ces questions continuera dans les groupes.

A l'intérieur, il faudra continuer le rapporteur de garder de deux déviations pas créer artificiellement un courant comme les staliniens le firent avec l'Action socialiste ; ne pas renouveler l'expérience du S. A. P. où la fraction de l'opposition de gauche fit un travail insignifiant et non suivi. Ce qu'il faut, au contraire, c'est trouver des socialistes de gauche partisans du front unique loyal, adversaires de la corruption, des cumulés, etc., et prenant au mot la « prise du pouvoir » ; une fois trouvés, ces éléments sains de la gauche devront se grouper en fraction, militer pour leurs points de vue, être conséquents avec leur propre position, enrichir leur expérience et grossir leur capital politique. Sans doute cette fraction sera constituée d'une Commission du travail socialiste, organisme à la fois d'information, de liaison et de guide d'action.

La discussion qui s'engagea sur ces questions continuera dans les groupes.

Le secrétariat de la R. P.

SUR LE CAMARADE ALBERT

La C. E. a pris connaissance des articles publiés par la presse stalinienne de langue honrobre concernant le camarade Albert. On ne peut caractériser autrement que de provocation l'attitude des éléments staliniens déclinant une grève et la conduisant dans le but de nuire à la situation du camarade Albert, avec qui ne travaillaient que deux ouvriers indiqués par le syndicat et bien entendu au tarif décidé par lui. Il est clair que les incidents suscités chez Albert durant la grève avaient pour but principal la « lutte contre le travailisme », par les méthodes de déloyauté et de provocation mises en honneur par les staliniens.

D'autre part, la C. E. constate que le camarade Albert avait à cette époque relâché ses liens avec notre organisation, dont il était membre. En raison de sa situation et de son travail, la C. E. lui avait accordé un congé de 8 semaines. A l'expiration de ce délai, Albert ne reprit pas sa place de travail dans l'organisation. Lorsque la grève éclata et que des incidents furent provoqués par les staliniens, Albert ne prit pas son travail, mais se désolidarisa. En cela consista sa faute principale.

C'est pour cela que la C. E. avait décidé après avoir discuté les articles de la presse stalinienne, et s'être renseigné auprès du camarade Albert et de différents autres camarades :

1° D'intéresser au camarade Albert toutes fonctions responsables durant un an dans l'organisation ; 2° D'inviter son groupe de base à contrôler sérieusement son activité de militant.

Après communication de cette décision, le camarade Albert a donné sa démission de la Ligue. La C. E. a décidé d'enregistrer cette démission.

JEUNESSES LENINISTES

Conférence de la R. P.

20 camarades jeunes seulement étaient présents à l'assemblée régionale de la Jeunesse Léniniste.

Toutes les cellules étaient mal représentées. Asnières n'avait même pas un représentant.

En conséquence, il a été décidé de préparer plus sérieusement une nouvelle réunion pour une date très proche.

Ajoutons, néanmoins, qu'une discussion très sérieuse a eu lieu, en particulier, sur notre attitude vis-à-vis de la Jeunesse Socialiste, sur nos rapports avec la Jeunesse Proletarienne Unitaire, sur le prochain numéro d'Octobre Rouge, et sur les tâches immédiates de la R. P.

LES CARTES DE LA JEUNESSE LENINISTE

800 cartes de la Jeunesse sont imprimées. Passer immédiatement les commandes des cellules aux Jeunesses, à La Vérité.

OCTOBRE ROUGE

Le premier numéro d'Octobre Rouge a reçu un excellent accueil.

Nous avons reçu bon nombre de lettres de la province, concernant notre journal. A Paris, nos cellules ont vendu près de 300 numéros. Certains camarades sympathisants qui nous ne connaissent pas, sont venus au local chercher des échantillons à diffuser. L'un d'eux en a vendu une quarantaine.

En province, nous avons également diffusé des centaines de numéros. Marseille nous réclame 150 exemplaires du n° 2. Lille nous a demandé 80 exemplaires.

Environ 1.800 numéros ont été diffusés. Si nous considérons que nous partons de zéro, ces premiers résultats sont très encourageants.

Octobre Rouge. — Il faut néanmoins que tous nos camarades sachent qu'Octobre Rouge est en danger. Nous avons à faire face à bien des dépenses (édition de cartes, correspondance, frais divers), en plus du journal.

Malheureusement, nous sommes paralysés par les questions financières. En effet, les dépenses ne se bornent pas au journal. Et nous devons vivre rigoureusement avec les ressources de nos jeunes camarades. Chacun sait que les jeunes ne sont pas riches, surtout en temps de chômage. Nos camarades font un gros effort pour la souscription. Les listes publiées dans Octobre Rouge le prouvent. Mais cela ne suffit pas ; faut trouver de l'argent près de nos sympathisants, intensifier la vente, trouver de bons numéros. (Nous avons fait ce mois-ci moins de 50 abonnés.)

La vie de notre Octobre Rouge dépend de l'effort commun.

Imprimerie Centrale de la Bourse 117, rue Beaumour, Paris (3^e)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués La Grèce : P. Frank